

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement Nord-Pas-de-Calais

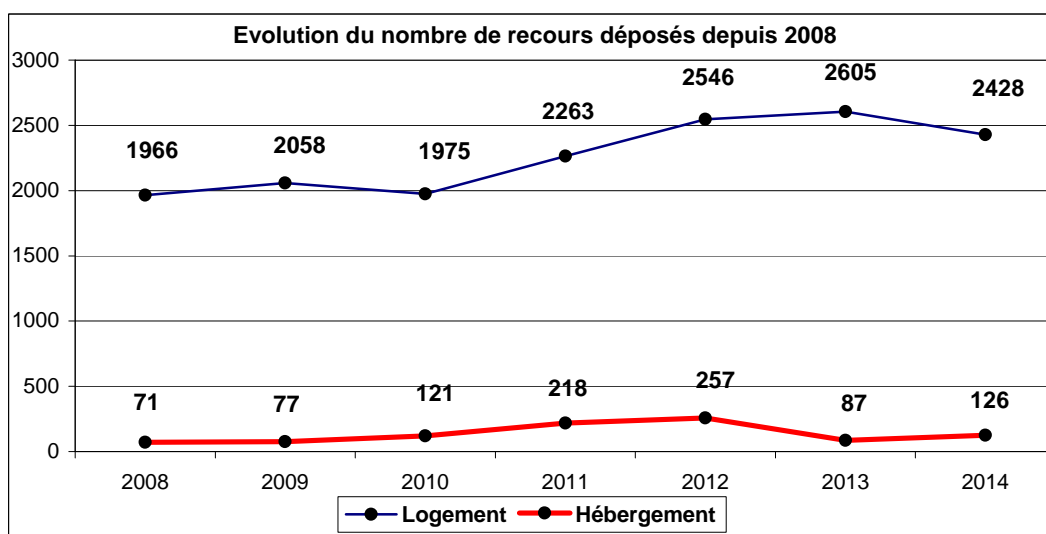
Séance Plénière du 11 mars 2015

Mise en œuvre du droit au logement opposable en région

Le Droit au logement opposable, institué par la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007, confère aux ménages répondant à certains critères de mal logement et en recherche de logement ou d'hébergement un droit de priorité. Ce droit est mis en œuvre par le préfet dès lors que la commission départementale de médiation saisie d'un recours reconnaît la demande comme prioritaire et urgente.

**1. Etat des lieux des recours déposés depuis 2008 :**

Au 31 décembre 2014, près de **16 800 recours Dalo et Daho** ont été déposés en région Nord Pas de Calais depuis le début de sa mise en œuvre au 1er janvier 2008. La grande majorité des recours en région concerne la logement, soit **15 841 recours logement**, ce qui représente 94 % de l'ensemble des recours déposés, contre **957 recours hébergement déposés**.



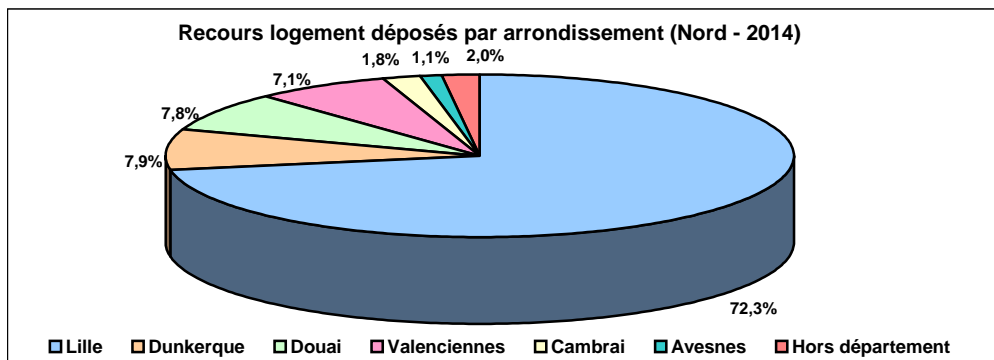
Après une accélération continue du volume de recours déposés au cours des premières années de mise en œuvre, le volume annuel de recours logement semble se stabiliser à un niveau proche des 2 500 dossiers.

1.1 - Localisation territoriale de l'activité Dalo – Daho :

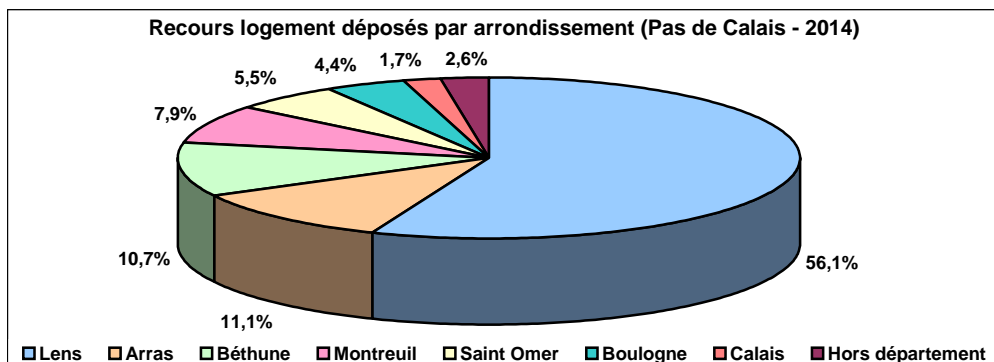
Concernant la répartition territoriale de l'activité, le département du Nord concentre une très large majorité des recours déposés en région, soit plus de **84 % des recours logement et près de 96 % des recours hébergement**.

En termes de répartition infra-départementale au titre de l'année 2014, l'arrondissement de Lille concentre plus de 72% des recours logement déposés dans le département du Nord et la quasi-intégralité des recours hébergement (94%) déposés dans toute la région. Les autres recours logement déposés dans le Nord

concernent principalement les arrondissements de Dunkerque et Douai (8% du volume départemental) ou encore Valenciennes (7%).

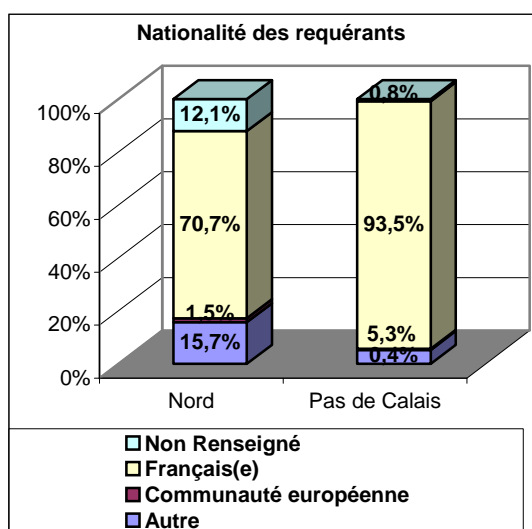


Dans le département du Pas de Calais, une majorité des recours logement déposés en 2014 le sont dans l'arrondissement de Lens qui concentre ainsi 56% des recours Dalo, assez nettement au dessus des arrondissements d'Arras et de Béthune représentant chacun environ 11% des recours logement.



## 1.2 - Profil des requérants :

### ➤ Nationalité des requérants



La grande majorité des recours DALO déposés en région est du fait de requérants français. Ces derniers représentent ainsi 74,1% de l'ensemble des recours, contre 1,4% pour les ressortissants communautaires et 14,2% pour les requérants extra-communautaires.

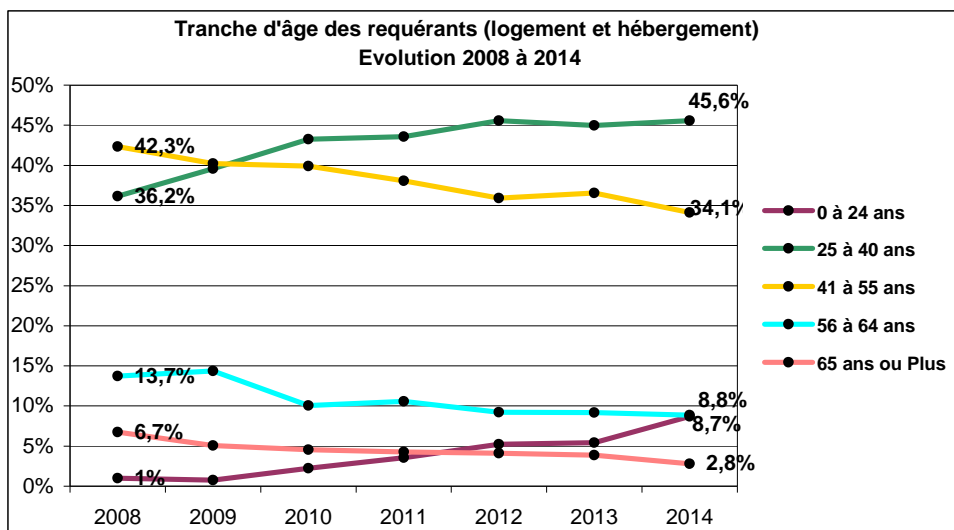
La situation s'avère toutefois contrastée au niveau infra-régional. Dans le Pas de Calais, les recours sont ainsi presque intégralement déposés par des requérants français, ces derniers représentent ainsi plus de 93% des recours déposés.

Dans le Nord, bien que les requérants français soient nettement majoritaires (près de 71% de l'ensemble des recours), la part de requérants extra-communautaires est plus significative. Ces derniers représentent en effet près de 16% de l'ensemble des recours et même près de 31% des recours hébergement.

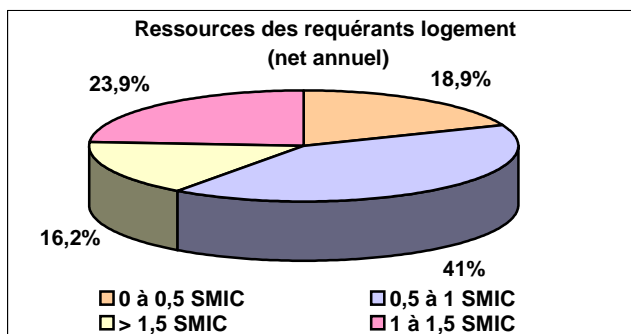
### ➤ Tranche d'âge des requérants :

Depuis le lancement du dispositif, on constate une évolution opposée des tranches d'âges les plus extrêmes.

La part des requérants les plus âgés (tranches d'âge de 56 à 64 ans et 65 ans ou plus) diminue ainsi régulièrement depuis 2008. Toutefois, le fait le plus marquant consiste en un accroissement continu de la part des recours déposés par les populations les plus jeunes. Les requérants de moins de 24 ans, qui représentaient une part marginale de 1% de l'ensemble des recours déposés en 2008 et 2009, sont en constante augmentation depuis et représentent désormais près de 9% des recours.



### ➤ Ressources des requérants :

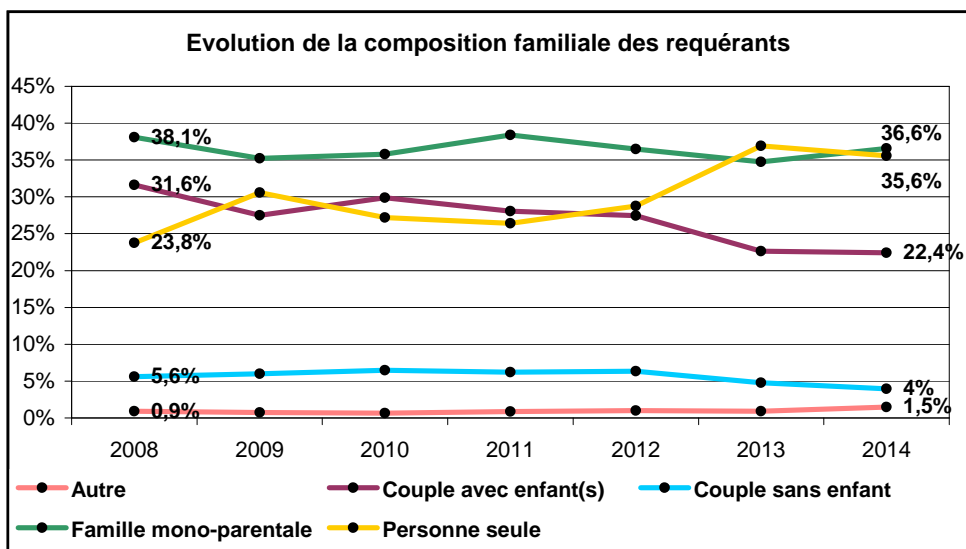


Il n'y pas d'évolution notable à signaler depuis 2008 concernant les ressources des requérants logement. La part des requérants sous le niveau du SMIC est stable et représente ainsi environ 60% de l'ensemble des recours logement déposés en région.

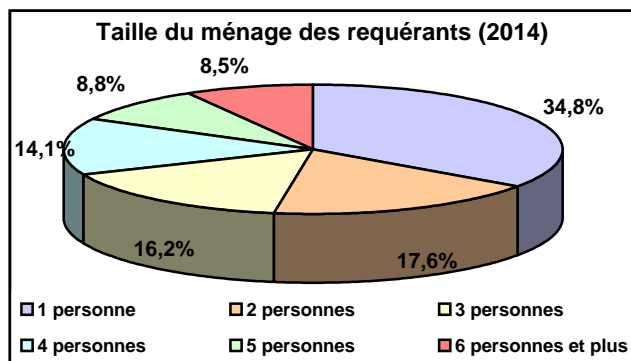
### ➤ Composition familiale :

La composition familiale observée chez les requérants logement évolue lentement depuis 2008. On constate toutefois que la part des requérants en couple diminue constamment jusque 2014. Les couples (avec ou sans enfants), qui représentaient ainsi plus de 37% des recours déposés en 2008, ne représentent plus environ que 26% des recours déposés en 2014.

La part des requérants hors couple (« famille monoparentale » et « personne seule ») connaît un mouvement opposé et passe de 61,9% des recours déposés en 2008 à 72,2% des recours déposés en 2012. C'est plus précisément la part des « personnes seules » qui augmente significativement de 24% des recours en 2008 à près de 36% des recours déposés en 2014.



➤ **Taille du ménage :**

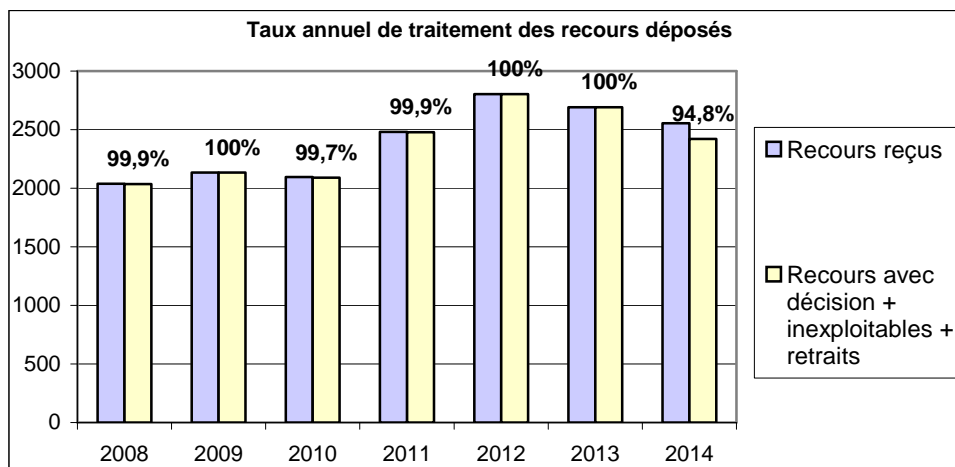


La taille moyenne des ménages requérants logement et hébergement suit logiquement la même tendance que la composition familiale qui voit une augmentation des recours de personnes seules.

En conséquence, pour 34,8% des recours 2014, la taille du ménage est limitée à une personne, soit le requérant. Cette part était de 24,2% en 2008.

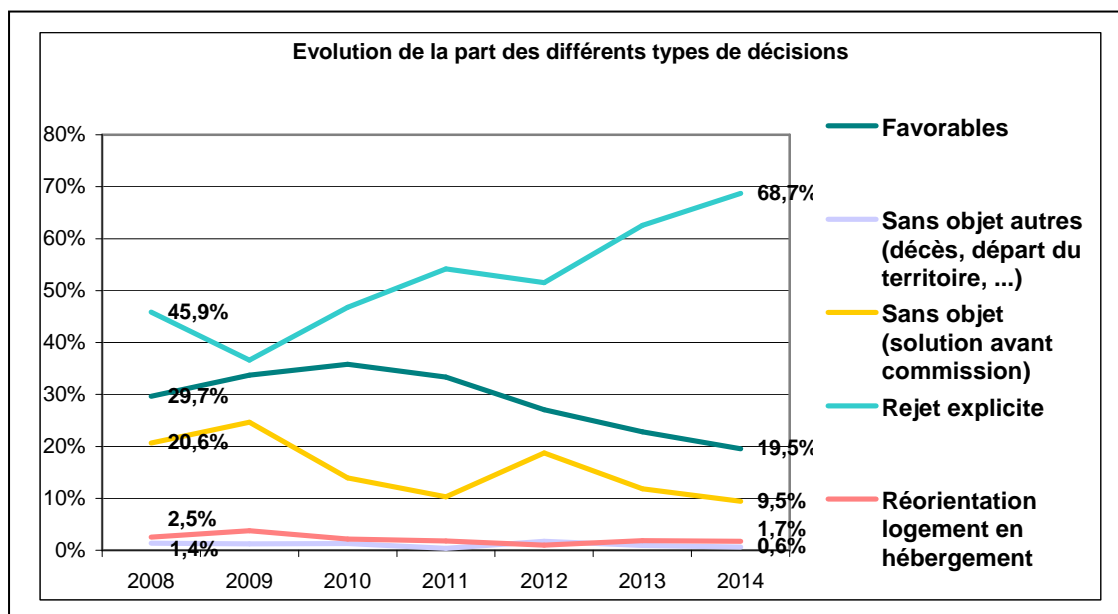
## **2. Bilan de la mise en œuvre des recours :**

➤ **Taux de traitement des recours :**



Un important effort de rattrapage de l'instruction des dossiers a été mené dans le Nord au cours des années 2013 et 2014. La situation n'appelle donc pas de remarque particulière comme en atteste le taux de traitement des recours à 100% ou à proximité à l'exception de l'année 2014 compte tenu des dépôts de dossiers récents.

➤ **Evolution des décisions de la commission de médiation :**



Depuis les années 2009-2010, le principal fait marquant consiste en une hausse régulière des décisions de rejet explicite qui représentent 69% des décisions prises en 2014. Le renforcement des contrôles menés concernant les démarches préalables obligatoires (demande de logement, signalement d'indécence du logement occupé,...) effectuées par les requérants explique en bonne partie la hausse significative de ces décisions de rejet explicite.

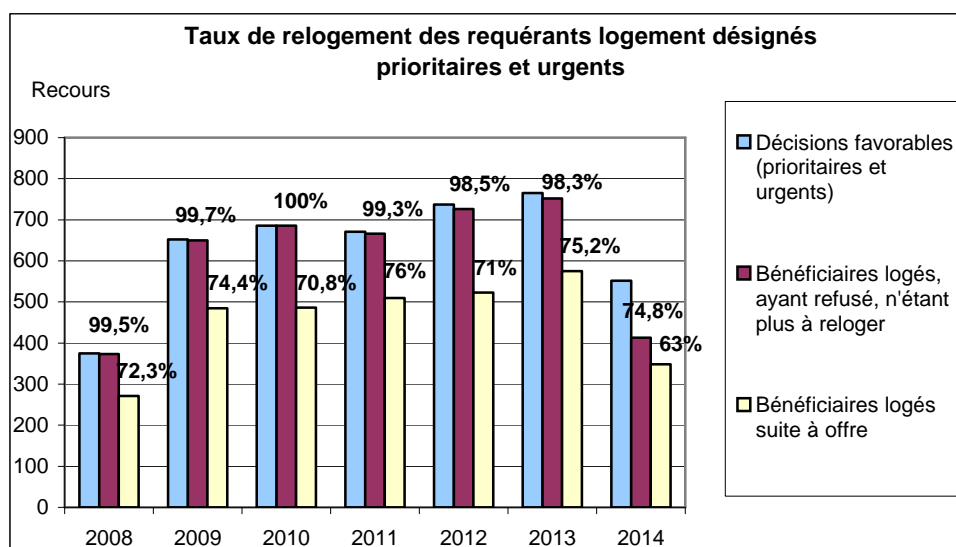
Le taux de décisions favorables se situe quant à lui à un niveau historiquement bas pour la région à 19,5% en 2014. Ce taux régional ne reflète toutefois pas les contrastes au niveau territorial avec des taux respectifs de 17,4 % dans le Nord et 30,2% dans le Pas de Calais.

Enfin, il convient également d'évoquer la concentration toujours plus forte des décisions favorables sur l'agglomération de Lille qui représente plus de 81% des décisions favorables du Nord en 2014 alors qu'il représente environ 73% des recours déposés la même année. La part de l'agglomération lilloise dans les décisions favorables prises dans le Nord se situait à 65% en 2012 et près de 74% en 2014, cette hausse confirme la plus forte tension du marché local du logement.

### **3. Bilan relogement et accueil :**

➤ **Taux de relogement des ménages ayant obtenu une décision favorable**

Le taux de relogement (nombre de bénéficiaires logés, ayant refusé ou n'étant plus à reloger / nombre de décisions favorables) des ménages ayant obtenu une décision favorable est stable depuis 2008 et se situe à proximité des 99% voire au dessus de ce seuil pour l'ensemble des années, à l'exception de l'année 2014 compte tenu des délais de mise en œuvre de recours. Ce taux s'avère nettement supérieur au taux national. Celui-ci se situe très retraits compte tenu notamment du poids de l'Île de France dont le taux est particulièrement faible. Toutefois, le niveau de relogement de la région Nord Pas de Calais s'avère également supérieur à celui de nombreuses autres zones tendues (hors Île de France)



➤ **Taux d'accueil des ménages ayant obtenu une décision favorable :**

Bien qu'étant non comparable au taux de relogement, le taux d'accueil des ménages ayant obtenu une décision favorable (nombre de bénéficiaires accueillis, ayant refusé ou n'étant plus à reloger / nombre de décisions favorables) se situe lui aussi assez nettement au dessus de la moyenne annuelle nationale mais également à d'autres zones tendues comparables en termes de tension (à l'exception encore de l'île de France).

